

LA CHUTE

C'est dans la nuit du 5 au 6 juin que M. Paul Reynaud, en remaniant son gouvernement, m'y fit entrer comme sous-secrétaire d'État à la Défense nationale. La nouvelle me fut annoncée le matin par le général Delestraint, Inspecteur des chars, qui l'avait entendue à la radio. Quelques instants après, un télégramme officiel m'en donnait confirmation. Ayant fait mes adieux à ma division, je pris la route de Paris.

En arrivant rue Saint-Dominique, je vis le président du Conseil. Il était, comme à son ordinaire, assuré, vif, incisif, prêt à écouter, prompt à juger. Il m'expliqua pourquoi il avait cru devoir, quelques jours plus tôt, embarquer dans son cabinet le maréchal Pétain, dont nous ne doutions, ni l'un ni l'autre, qu'il fût le paravent de ceux qui voulaient l'armistice. « Mieux vaut, dit M. Paul Reynaud employant la formule d'usage, l'avoir dedans que dehors. »

« Je crains, lui répondis-je, que vous n'ayez à changer d'avis. D'autant plus que les événements vont aller, maintenant, très vite et que le défaitisme risque de tout submerger. Entre nos forces et celles des Allemands le déséquilibre est tel que, à moins d'un miracle, nous n'avons plus aucune chance de vaincre dans la métropole, ni même de nous y rétablir. D'ailleurs le commandement, foudroyé par la surprise, ne se ressaisira plus. Enfin, vous connaissez mieux que personne de quelle atmosphère d'abandon est enveloppé le gouvernement. Le Maréchal et ceux qui le poussent vont avoir, désormais, beau jeu. Cependant, si la guerre de 40 est perdue, nous pouvons en gagner une autre. Sans renoncer à combattre sur le sol de l'Europe aussi longtemps que possible, il faut décider et préparer la continuation de la lutte dans l'empire. Cela implique une politique adéquate : transport des moyens vers l'Afrique du Nord, choix de chefs qualifiés pour diriger les opérations, maintien de rapports étroits avec les Anglais, quelques griefs que nous puissions avoir à leur égard. Je vous propose de m'occuper des mesures à prendre en conséquence. »

M. Paul Reynaud me donna son accord. « Je vous demande, ajouta-t-il, d'aller à Londres au plus tôt. Au cours

des entretiens que j'ai eus, les 26 et 31 mai, avec le gouvernement britannique, j'ai pu lui donner l'impression que nous n'excluons pas la perspective d'un armistice. Mais, à présent, il s'agit, au contraire, de convaincre les Anglais que nous tiendrons, quoi qu'il arrive, même outre-mer s'il le faut. Vous verrez M. Churchill et vous lui direz que le remaniement de mon cabinet et votre présence auprès de moi sont les marques de notre résolution. »

Outre cette démarche d'ordre général, je devais agir à Londres pour tâcher d'obtenir, à mon tour, que la Royal Air Force – spécialement l'aviation de chasse – continuât de participer aux opérations de France. Enfin, j'avais à réclamer, comme l'avait précédemment fait le président du Conseil, des précisions quant aux délais dans lesquels les unités britanniques échappées au désastre de Dunkerque pouvaient être réarmées et renvoyées sur le continent. La réponse à ces deux questions comportait des éléments techniques, que les états-majors étaient en mesure de fournir, mais aussi des décisions qui revenaient à M. Winston Churchill en sa qualité de ministre de la Défense.

Tandis que les organismes de liaison arrangeaient les entretiens que je devais avoir dans la capitale britannique, je fus, le 8 juin, prendre contact avec le général Weygand au château de Montry. Je trouvai le commandant en chef calme et maître de lui. Mais quelques instants de conversation suffirent à me faire comprendre qu'il était résigné à la défaite et décidé à l'armistice. Voici, presque textuellement, ce que fut notre dialogue, dont les termes sont – et pour cause ! – restés gravés dans mon esprit.

« Vous le voyez, me dit le commandant en chef, je ne m'étais pas trompé quand je vous ai, il y a quelques jours, annoncé que les Allemands attaqueraient sur la Somme le 6 juin. Ils attaquent en effet. En ce moment, ils passent la rivière. Je ne puis les en empêcher.

— Soit ! Ils passent la Somme. Et après ?

— Après ? C'est la Seine et la Marne.

— Oui. Et après ?

— Après ? Mais c'est fini !

— Comment ? Fini ? Et le monde ? Et l'empire ? »

Le général Weygand éclata d'un rire désespéré.

« L'empire ? Mais c'est de l'enfantillage ! Quant au monde, lorsque j'aurai été battu ici, l'Angleterre n'attendra pas huit jours pour négocier avec le Reich. » Et le commandant en chef ajouta en me regardant dans les yeux : « Ah ! si j'étais sûr que les Allemands me laisseraient les forces nécessaires pour maintenir l'ordre... ! »

La discussion eût été vaine. Je partis, après avoir dit au général Weygand que sa manière de voir était à l'opposé des intentions du gouvernement. Celui-ci n'abandonnerait pas la lutte, même si les combats devaient être malheureux. Il ne fit aucune observation nouvelle et se montra fort courtois quand je pris congé de lui.

Avant de reprendre la route de Paris, je causai quelque temps avec des officiers de divers états-majors venus, ce matin-là, au rapport du général Weygand et que je connaissais. Ils me confirmèrent l'impression qu'aux échelons élevés du commandement on tenait la partie pour perdue et que, tout en s'acquittant mécaniquement de ses attributions, chacun envisageait tout bas et, bientôt, souhaiterait tout haut qu'il fût mis fin, n'importe comment, à la bataille de France. Pour orienter les esprits et les courages vers la continuation de la guerre dans l'empire, l'intervention catégorique du gouvernement était immédiatement nécessaire.

Je le déclarai, dès mon retour, à M. Paul Reynaud et l'adjurai de retirer le commandement au général Weygand qui avait renoncé à vaincre. « C'est impossible pour le moment, me répondit le président du Conseil. Mais nous devons songer à la suite. Qu'en pensez-vous ?

— En fait de suite, lui dis-je, je ne vois maintenant qu'Huntziger. Bien qu'il n'ait pas tout pour lui, il est capable, à mon avis, de s'élever jusqu'au plan d'une stratégie mondiale. »

M. Paul Reynaud agréa, en principe, ma suggestion sans vouloir, toutefois, la mettre aussitôt en pratique.

Pourtant, résolu à poser la question de nouveau et à bref délai, je m'attelai à l'élaboration du plan de transport en Afrique du Nord de tous les éléments possibles. Déjà, l'état-major de l'armée, en liaison avec la marine et l'air, avait commencé de préparer l'évacuation au-delà de la Méditerranée de tout ce qui n'était pas engagé dans la bataille. Il s'agissait, en particulier, des deux classes de recrues qui s'instruisaient dans les dépôts de l'Ouest et du Midi, et des fractions du personnel des unités mécaniques qui avaient pu échapper au désastre du Nord ; en tout, 500 000 hommes de qualité. Par la suite, les débris de nos armées refluant vers les côtes, beaucoup d'éléments combattants pourraient sans doute être embarqués. En tout cas, ce qui resterait de l'aviation de bombardement, à laquelle le rayon d'action de ses appareils permettait de franchir la mer, les survivants des groupes de chasse, le personnel des bases aériennes, les dépôts des équipages de la flotte, enfin et surtout notre flotte elle-même auraient à rallier l'Afrique. La marine, à qui revenait la mission d'exécuter ces

transports, évaluait à 500 000 tonnes le renfort de navires de charge qui lui était nécessaire et qui devrait s'ajouter aux bateaux français dont elle disposait déjà. C'est à l'Angleterre qu'il faudrait demander ce concours.

Le 9 juin, de bonne heure, un avion m'amena à Londres. J'avais avec moi mon aide de camp Geoffroy de Courcel et M. Roland de Margerie, Chef du cabinet diplomatique du président du Conseil. C'était dimanche. La capitale anglaise offrait l'aspect de la tranquillité, presque de l'indifférence. Les rues et les parcs remplis de promeneurs paisibles, les longues files à l'entrée des cinémas, les autos nombreuses, les dignes portiers au seuil des clubs et des hôtels appartenaient à un autre monde que celui qui était en guerre. Sans doute les journaux laissaient-ils transparaître la situation réelle, malgré les nouvelles édulcorées et les puériles anecdotes dont les remplissait, comme à Paris, l'optimisme officieux. Sans doute les affiches qu'on lisait, les abris qu'on creusait, les masques qu'on portait évoquaient-ils les grands périls possibles. Cependant, il sautait aux yeux que la masse de la population ne mesurait pas la gravité des événements de France, tant leur rythme était rapide. On pouvait voir, en tout cas que, au sentiment des Anglais, la Manche était encore large.

M. Churchill me reçut à Downing Street. C'était la première fois que je prenais contact avec lui. L'impression que j'en ressentis m'affermait dans ma conviction que la Grande-Bretagne, conduite par un pareil lutteur, ne fléchirait certainement pas. M. Churchill me parut être de plain-pied avec la tâche la plus rude, pourvu qu'elle fût aussi grandiose. L'assurance de son jugement, sa grande culture, la connaissance qu'il avait de la plupart des sujets, des pays, des hommes, qui se trouvaient en cause, enfin sa passion pour les problèmes propres à la guerre s'y déployaient à leur aise. Par-dessus tout, il était, de par son caractère, fait pour agir, risquer, jouer le rôle, très carrément et sans scrupule. Bref, je le trouvai bien assis à sa place de guide et de chef. Telles furent mes premières impressions.

La suite ne fit que les confirmer en me révélant, en outre, l'éloquence propre à M. Churchill et l'usage qu'il savait en faire. Quel que fût son auditoire : foule, assemblée, conseil, voire interlocuteur unique, qu'il se trouvât devant un micro, à la tribune, à table ou derrière un bureau, le flot original, poétique, émouvant, de ses idées, arguments, sentiments lui procurait un ascendant presque infailible dans l'ambiance dramatique où haletait le pauvre monde. En politique éprouvé, il jouait de ce don angélique et diabolique pour remuer la lourde pâte anglaise aussi bien que pour frapper l'esprit des

étrangers. Il n'était pas jusqu'à l'humour dont il assaisonnait ses gestes et ses propos et à la manière dont il utilisait tantôt la bonne grâce et tantôt la colère qui ne fissent sentir à quel point il maîtrisait le jeu terrible où il était engagé.

Les incidents rudes et pénibles qui se produisirent à maintes reprises entre nous, en raison des frictions de nos deux caractères, de l'opposition de certains intérêts de nos pays respectifs, des abus que l'Angleterre commit au détriment de la France blessée, ont influé sur mon attitude à l'égard du Premier Ministre, mais non point sur mon jugement. Winston Churchill m'apparut, d'un bout à l'autre du drame, comme le grand champion d'une grande entreprise et le grand artiste d'une grande Histoire.

Ce jour-là, j'exposai au Premier Ministre britannique ce que le président du Conseil français m'avait chargé de lui dire quant à la volonté de notre gouvernement de continuer la lutte, même s'il le fallait dans l'empire. M. Churchill manifesta la vive satisfaction que lui causait cette résolution. Mais serait-elle suivie d'effet ? Il me laissa penser qu'il n'en était pas convaincu. En tout cas, il ne croyait plus à la possibilité d'un rétablissement militaire en France métropolitaine et me le fit voir en refusant catégoriquement le concours du gros de son aviation.

Depuis le rembarquement de l'armée anglaise à Dunkerque, la Royal Air Force ne coopérait plus à la bataille que d'une manière épisodique. D'ailleurs, à l'exception d'un groupe de chasse qui suivait encore le destin de notre aviation, les escadrilles britanniques, ayant leurs bases en Grande-Bretagne, se trouvaient trop éloignées pour agir au profit d'un front qui reculait sans cesse vers le sud. À ma demande pressante de transférer sur les terrains au sud de la Loire tout au moins une partie de l'aviation anglaise de coopération, M. Churchill fit une réponse formellement négative. Quant aux forces de terre, il promit l'envoi en Normandie d'une division canadienne, qui arrivait de son pays, et le maintien de la 51^e Division écossaise ainsi que des débris de la brigade mécanique qui combattaient encore avec nous. Mais il déclara ne pouvoir indiquer, même approximativement, vers quelle date le corps expéditionnaire, qui venait d'échapper à la destruction en Belgique — non sans y laisser son matériel —, serait susceptible de retourner à la bataille.

Ainsi donc, l'union stratégique se trouvait pratiquement rompue entre Londres et Paris. Il avait suffi d'un revers sur le continent pour que la Grande-Bretagne voulût s'absorber dans sa propre défense. C'était la réussite du plan germanique, dont Schlieffen, par-delà la mort, demeurait l'inspirateur et qui,

après les échecs allemands de 1914 et de 1918, aboutissait enfin à séparer les forces françaises et les forces anglaises et, du même coup, à diviser la France et l'Angleterre. Il n'était que trop aisé d'imaginer quelles conclusions le défaitisme allait en tirer chez nous.

En dehors de cet entretien avec M. Churchill, j'avais dans la même journée pris contact avec M. Eden, ministre de la Guerre, M. Alexander, premier lord de l'Amirauté, sir Archibald Sinclair, ministre de l'Air, le général sir John Dill, Chef d'état-major impérial. J'avais, d'autre part, conféré avec M. Corbin, notre ambassadeur, M. Monnet, « chairman » du Comité franco-britannique de coordination pour les achats de matériel, et les chefs de nos missions : militaire, navale, aérienne. Il était clair que si, à Londres, le calme régnait sur la foule, au contraire l'angoisse du désastre et le doute quant à la fermeté des pouvoirs publics français remplissaient les esprits avertis. Dans la soirée, l'avion me ramena malaisément au Bourget dont le terrain venait d'être bombardé.

Au cours de la nuit du 9 au 10 juin, M. Paul Reynaud me fit appeler à son domicile. Des renseignements graves venaient de lui parvenir. L'ennemi avait atteint la Seine en aval de Paris. D'autre part, tout donnait à penser que, d'une heure à l'autre, les forces blindées allemandes allaient passer à l'attaque décisive en Champagne. La capitale était donc immédiatement menacée par l'ouest, l'est et le nord. Enfin, M. François-Poncet annonçait de Rome qu'il s'attendait à tout instant à recevoir du gouvernement italien la déclaration de guerre. Devant ces mauvaises nouvelles, je n'avais qu'une suggestion à faire : adopter le parti du plus grand effort et aller au plus tôt en Afrique en épousant, dans toutes ses conséquences, la guerre de coalition.

Pendant les quelques fractions de jour et de nuit que je passai rue Saint-Dominique, je n'eus que trop de raisons de renforcer ma conviction qu'il n'y avait rien d'autre à faire. Les choses allaient trop vite pour qu'on pût les ressaisir sur place. Tout ce qu'on envisageait prenait aussitôt le caractère de l'irréalité. On se reportait aux précédents de la guerre 14-18 qui ne s'appliquaient plus du tout. On affectait de penser qu'il y avait encore un front, un commandement actif, un peuple prêt aux sacrifices ; ce n'étaient là que rêves et souvenirs. En fait, au milieu d'une nation prostrée et stupéfaite, derrière une armée sans foi et sans espoir, la machine du pouvoir tournait dans une irrémédiable confusion.

Rien ne me le fit mieux sentir que les rapides visites protocolaires que je rendis aux principaux personnages de la République : d'abord le président Lebrun, à qui je fus pré-

senté en même temps que les nouveaux ministres, ensuite les présidents des Assemblées, enfin les membres du gouvernement. Tous montraient du calme et de la dignité. Mais il était clair que, dans le décor où les installait l'usage, ils n'étaient plus que des figurants. Au milieu du cyclone, les conseils des ministres, les instructions lancées vers le bas, les comptes rendus reçus en haut, les déclarations publiques, le défilé des officiers, fonctionnaires, diplomates, parlementaires, journalistes, qui avaient à rapporter ou à demander quelque chose, donnaient l'impression d'une sorte de fantasmagorie sans objet et sans portée. Sur les bases et dans le cadre où l'on se trouvait engagé, il n'y avait aucune issue, excepté la capitulation. À moins de s'y résigner — ce que faisaient déjà certains, et non des moindres —, il fallait à tout prix changer de cadre et de bases. Le redressement dit « de la Marne » était possible, mais sur la Méditerranée.

Le 10 juin fut une journée d'agonie. Le gouvernement devait quitter Paris le soir. Le recul du front s'accélérait. L'Italie déclarait la guerre. Désormais, l'évidence de l'effondrement s'imposait à tous les esprits. Mais, au sommet de l'État, la tragédie se jouait comme dans un rêve. Même, à de certains moments, on eût pu croire qu'une sorte d'humour terrible pimentait la chute de la France roulant du haut de l'Histoire jusqu'au plus profond de l'abîme.

C'est ainsi que, dans la matinée, l'ambassadeur d'Italie, M. Guariglia, vint faire, rue Saint-Dominique, une visite assez étrange. Il fut reçu par Baudouin qui rapportait comme suit les propos du diplomate : « Vous verrez que la déclaration de guerre va finalement éclaircir les relations entre nos deux pays ! Elle crée une situation dont, au bout du compte, il sortira un grand bien... »

Peu après, entrant moi-même chez M. Paul Reynaud, j'y trouvais M. W. Bullitt. Je pensais que l'ambassadeur des États-Unis apportait au président du Conseil, de la part de Washington, quelque encouragement pour l'avenir. Mais non ! Il était venu faire ses adieux. L'ambassadeur demeurait à Paris dans l'intention d'intervenir, à l'occasion, en faveur de la capitale. Mais, si louable que fût le motif qui inspirait M. Bullitt, il n'en restait pas moins qu'au cours des journées suprêmes il n'y aurait pas d'ambassadeur d'Amérique auprès du gouvernement français. La présence de M. D. Biddle, chargé des relations avec les gouvernements réfugiés, quelles que fussent les qualités de cet excellent diplomate, n'ôterait pas à nos officiels l'impression que les États-Unis ne donnaient plus cher de la France.

Cependant, tandis que M. Paul Reynaud préparait hâtivement une déclaration qu'il allait faire à la radio et au sujet de laquelle il était en train de me consulter, le général Weygand arriva rue Saint-Dominique. À peine annoncé, il entra, tout de go, dans le bureau du président du Conseil. Comme celui-ci marquait quelque étonnement, le commandant en chef répondit qu'il avait été convoqué. « Pas par moi ! », dit M. Paul Reynaud. « Ni par moi ! », ajoutai-je. « Alors, c'est un malentendu ! poursuivit le général Weygand. Mais l'erreur est utile car j'ai à faire une importante communication. » Il s'assit et se mit à exposer la situation telle qu'il la voyait. Sa conclusion était transparente. Nous devions, sans délai, demander l'armistice. « Les choses en sont au point, déclara-t-il en déposant un papier sur la table, que les responsabilités de chacun doivent être nettement établies. C'est pourquoi j'ai rédigé mon avis et je remets cette note entre vos mains. »

Le président du Conseil, bien qu'il fût talonné par l'obligation de prononcer dans un très bref délai l'allocution qui était annoncée, entreprit de discuter l'opinion du Généralissime. Celui-ci n'en démordait pas. La bataille dans la métropole était perdue. Il fallait capituler. « Mais il y a d'autres perspectives », dis-je à un certain moment. Alors, Weygand, d'un ton railleur :

« Avez-vous quelque chose à proposer ?

— Le gouvernement, répondis-je, n'a pas de propositions à faire, mais des ordres à donner. Je compte qu'il les donnera. »

M. Paul Reynaud finit par congédier le commandant en chef et l'on se sépara dans une atmosphère très lourde.

Les dernières heures de présence du gouvernement dans la capitale furent remplies par les dispositions qu'impliquait un pareil exode. À vrai dire, beaucoup de choses avaient été préparées en vertu d'un plan de repli établi par le secrétariat général de la Défense nationale. Mais il restait tout l'imprévu. D'autre part, l'arrivée imminente des Allemands sous les murs de Paris posait de cruels problèmes. J'avais moi-même, dès mon entrée en fonction, préconisé que la capitale fût défendue et demandé au président du Conseil, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, qu'il nommât gouverneur, dans cette intention, un chef résolu. Je proposai le général de Lattre, qui venait de se distinguer à la tête d'une division dans les combats autour de Rethel. Mais, bientôt, le commandant en chef déclarait Paris « ville ouverte » et le Conseil des ministres l'approuvait. Cependant, il fallait, à l'improviste, organiser l'évacuation d'une masse de choses et d'une foule de gens. Je m'en occupai jusqu'au soir, tandis que partout on

emballait des caisses, que bruissaient du haut en bas de l'immeuble les visiteurs du dernier moment et que sonnaient sans arrêt des téléphones désespérés.

Vers minuit, M. Paul Reynaud et moi montâmes dans la même voiture. Le voyage fut lent, sur une route encombrée. À l'aurore, nous étions à Orléans et entrions à la Préfecture où le contact fut pris par fil avec le Grand Quartier qui s'installait à Briare. Peu après le général Weygand téléphonait, demandant à parler au président du Conseil. Celui-ci prit l'appareil et, à sa vive surprise, s'entendit annoncer que M. W. Churchill arriverait dans l'après-midi. Le commandant en chef, par la liaison militaire, l'avait prié de venir d'urgence à Briare.

« Il faut, en effet, ajoutait le général Weygand, que M. Churchill soit directement informé de la situation réelle sur le front.

— Eh quoi ? dis-je au chef du gouvernement. Admettez-vous que le Généralissime convoque ainsi de son propre mouvement le Premier Ministre britannique ? Ne voyez-vous pas que le général Weygand poursuit, non point un plan d'opérations, mais une politique, et que celle-ci n'est pas la vôtre ? Le gouvernement va-t-il le laisser plus longtemps en fonction ?

— Vous avez raison ! répondit M. Paul Reynaud. Cette situation doit cesser. Nous avons parlé du général Huntziger comme successeur possible de Weygand. Allons tout de suite voir Huntziger ! »

Mais, les voitures étant avancées, le président du Conseil me dit : « À la réflexion, il vaut mieux que vous alliez seul chez Huntziger. Pour moi, je vais préparer les entretiens de tout à l'heure avec Churchill et les Anglais. Vous me retrouverez à Briare. »

Je trouvai à Arcis-sur-Aube, son poste de commandement, le général Huntziger, commandant le groupe d'armées du Centre. Au même moment, ce groupe d'armées était attaqué et percé sur le front de Champagne par le corps blindé de Guderian. Cependant, je fus frappé par le sang-froid d'Huntziger. Il m'informa de sa mauvaise situation. Je le mis au courant de l'ensemble des affaires. En conclusion, je lui dis : « Le gouvernement voit bien que la bataille de France est virtuellement perdue, mais il veut continuer la guerre en se transportant en Afrique avec tous les moyens qu'il est possible d'y faire passer. Cela implique un changement complet dans la stratégie et dans l'organisation. L'actuel généralissime n'est plus l'homme qui puisse le faire. Vous, seriez-vous cet homme-là ?

— Oui ! répondit simplement Huntziger.

— Eh bien ! Vous allez recevoir les instructions du gouvernement. »

Pour gagner Briare, je pris par Romilly et Sens, afin de prendre contact avec divers commandants de grandes unités. Partout, s'épandaient des signes de désordre et de panique. Partout, refluaient vers le sud des éléments de troupes, pêle-mêle avec des réfugiés. Mon modeste équipage fut arrêté une heure près de Méry, tant la route était encombrée. Un étrange brouillard — que beaucoup confondaient avec une nappe de gaz — augmentait l'angoisse de la foule militaire, tel un troupeau sans berger.

Au Grand Quartier de Briare, j'allai à M. Paul Reynaud et le mis au courant de la réponse d'Huntziger. Mais je vis bien que, pour le président du Conseil, le remplacement immédiat de Weygand n'était plus dans sa perspective et qu'il avait épousé, de nouveau, l'idée de poursuivre la route de la guerre avec un généralissime qui voulait prendre celle de la paix. En passant dans la galerie, je saluai le maréchal Pétain, que je n'avais pas vu depuis 1938. « Vous êtes général ! me dit-il. Je ne vous en félicite pas. À quoi bon les grades dans la défaite ? — Mais, vous-même, monsieur le maréchal, c'est pendant la retraite de 1914 que vous avez reçu vos premières étoiles. Quelques jours après, c'était la Marne. » Pétain grogna : « Aucun rapport ! » Sur ce point, il avait raison. Le Premier Ministre britannique arrivait. On entra en conférence.

Au cours de cette séance se confrontèrent ouvertement les conceptions et les passions qui allaient dominer la nouvelle phase de la guerre. Tout ce qui avait, jusqu'alors, servi de base à l'action et aux attitudes n'appartenait plus qu'au passé. La solidarité de l'Angleterre et de la France, la puissance de l'armée française, l'autorité du gouvernement, le loyalisme du commandement, cessaient d'être des données acquises. Chacun des participants se comportait déjà, non plus en tant que partenaire dans un jeu mené en commun, mais comme un homme qui, désormais, s'oriente et joue pour son compte.

Le général Weygand fit voir que son souci, à lui, était de liquider au plus vite la bataille et la guerre. S'aidant des témoignages des généraux Georges et Besson, il déroula devant la conférence le tableau d'une situation militaire sans espoir. Le commandant en chef, qui, au surplus avait été Chef d'état-major général de 1930 à 1935, exposait les raisons de la défaite des armées sous ses ordres du ton posé, quoique agressif, de quelqu'un qui en tire des griefs sans en porter la responsabilité. Sa conclusion fut qu'il fallait terminer l'épreuve, car le dispositif militaire pourrait s'effondrer tout à coup, ouvrant carrière à l'anarchie et à la révolution.

Le Maréchal intervint en renfort du pessimisme. M. Churchill, voulant détendre l'atmosphère, lui dit d'un ton enjoué :

« Voyons, monsieur le maréchal, rappelez-vous la bataille d'Amiens, en mars 1918, quand les affaires allaient si mal. Je vous ai fait visite, alors, à votre quartier général. Vous m'indiquiez votre plan. Quelques jours après le front était rétabli. »

Alors, le Maréchal, durement :

« Oui, le front fut rétabli. Vous, les Anglais, étiez enfoncés. Mais, moi, j'ai envoyé 40 divisions pour vous tirer d'affaire. Aujourd'hui, c'est nous qui sommes mis en pièces. Où sont vos 40 divisions ? »

Le président du Conseil français, tout en répétant que la France ne se retirerait pas de la lutte et tout en pressant les Anglais d'envoyer à notre aide le gros de leur aviation, montra qu'en dépit de tout il ne se séparait pas de Pétain et de Weygand, comme s'il espérait les voir un jour se rallier à sa politique. M. Churchill parut imperturbable, plein de ressort, mais se tenant vis-à-vis des Français aux abois sur une cordiale réserve, saisi déjà, et non peut-être sans une obscure satisfaction, par la perspective terrible et magnifique d'une Angleterre laissée seule dans son île et que lui-même aurait à conduire dans l'effort vers le salut. Quant à moi, pensant à la suite, je mesurais ce que ces palabres avaient de vain et de conventionnel, puisqu'elles n'avaient pas pour objet la seule solution valable : se rétablir outre-mer.

Après trois heures de discussions, qui n'aboutirent à rien, on se mit à dîner autour de la même table. J'étais à côté de Churchill. Notre conversation fortifia la confiance que j'avais dans sa volonté. Lui-même en retint, sans doute, que de Gaulle, bien que démuni, n'était pas moins résolu.

L'amiral Darlan, qui ne s'était pas manifesté pendant la conférence, parut après le repas. Poussant devant lui le général Vuillemin, Chef d'état-major général de l'Air, il vint à M. Paul Reynaud. L'objet de sa démarche donnait fort à penser. Une opération combinée de la flotte et de l'aviation de bombardement avait été préparée contre Gênes. D'après le plan, l'exécution devait se déclencher au cours de la nuit. Mais Darlan, s'étant ravisé, voulait donner le contre-ordre en se couvrant des perplexités du général Vuillemin qui redoutait les réactions italiennes contre les dépôts d'essence de Berre. Toutefois, l'amiral demandait l'accord du gouvernement. « Qu'en pensez-vous ? », me dit M. Paul Reynaud. « Au point où nous en sommes, répondis-je, le plus raisonnable est, au contraire, de ne rien ménager. Il faut exécuter l'opération prévue. »

Darlan l'emporta, cependant, et le contre-ordre fut donné. Par la suite, Gênes fut, tout de même, bombardé par une faible fraction navale avec trois jours de retard sur les prévisions. Cet incident me fit comprendre que Darlan, lui aussi, jouait maintenant son propre jeu.

Au cours de la journée du 12, logé au château de Beauvais, propriété de M. Le Provost de Launay, je travaillai avec le général Colson au plan de transport en Afrique du Nord. À vrai dire, les événements auxquels j'avais assisté la veille et l'isolement où j'étais à présent laissé me donnaient à craindre que l'esprit d'abandon n'eût gagné trop de terrain et que le plan ne s'appliquât jamais. Cependant, j'étais résolu à faire tout ce qui était en mon pouvoir pour que le gouvernement le prît à son compte et l'imposât au commandement.

Ayant achevé l'essentiel, je me rendis à Chissay, où résidait M. Paul Reynaud. Il était tard. Le président du Conseil, sortant du Conseil des ministres qui s'était tenu à Cangey et auquel je n'étais pas convié, arriva vers 11 heures du soir accompagné de Baudouin. Tandis qu'ils dînaient avec leur entourage, je m'assis près de la table et posai nettement la question de l'Afrique du Nord. Mais mes interlocuteurs ne voulaient parler que d'un problème, connexe d'ailleurs et très urgent, que le Conseil des ministres venait d'évoquer. Quelle devait être la prochaine destination du gouvernement ? En effet, les Allemands, ayant franchi la Seine, atteindraient bientôt la Loire. Deux solutions étaient envisagées : Bordeaux ou Quimper. Il s'ensuivit, autour des assiettes, une discussion que la fatigue et l'énervement rendirent confuse et mouvementée. Aucune décision formelle ne fut prise et M. Paul Reynaud se retira en me donnant rendez-vous pour le matin.

J'étais, naturellement, pour Quimper. Non pas que j'eusse d'illusions quant à la possibilité de tenir en Bretagne, mais, si le gouvernement s'y repliait, il n'aurait pas, tôt ou tard, d'autre issue que de prendre la mer. Car, les Allemands devant nécessairement occuper la péninsule pour agir contre les Anglais, il ne pourrait y avoir de « zone libre » en Bretagne. Une fois embarqués, les ministres prendraient, selon toute vraisemblance, la direction de l'Afrique, soit directement, soit après avoir fait halte en Angleterre. De toute façon, Quimper était l'étape vers les décisions énergiques. Aussi, quand M. Paul Reynaud, dès mon entrée au gouvernement, m'avait parlé du projet de « réduit breton », je m'y étais rallié. Inversement, c'est pour des motifs inspirés par leur politique et non – quoi qu'ils pussent prétendre – par l'art militaire, que s'y opposaient ceux qui, tels Pétain, Weygand, Baudouin, poussaient à la capitulation.

Le 13, de bonne heure, je retournai à Chissay. Après un long débat et malgré mes arguments, le président du Conseil prit la décision de transférer les pouvoirs publics à Bordeaux, alléguant que tel était l'avis émis la veille par les ministres. Je n'en fus que plus acharné à réclamer, tout au moins, la signature d'un ordre prescrivant au commandant en chef de prévoir et de préparer les transports en Afrique. C'était bien là, je le savais, l'intention ultime de M. Paul Reynaud. Mais, si pressantes et lassantes étaient les intrigues et influences contraires qui accédaient constamment à lui, que je voyais, heure par heure, disparaître ce suprême espoir.

Cependant, le président du Conseil signa, ce jour-là, vers midi, une lettre adressée au général Weygand et dans laquelle il lui précisait ce que le gouvernement attendait désormais de lui. D'abord : « Tenir aussi longtemps que possible dans le Massif central et en Bretagne. » Ensuite : « Si nous échouions, [...] nous installer et organiser la lutte dans l'empire en utilisant la liberté des mers. » Cette lettre marquait, assurément, une intention salubre. Mais elle n'était pas, suivant moi, l'ordre catégorique qu'imposaient les circonstances. D'ailleurs, une fois signée, elle se trouvait remise en cause dans les coulisses et ne fut, en définitive, expédiée que le lendemain.

Au cours de la même matinée du 13, M. Jeanneney, président du Sénat, et M. Herriot, président de la Chambre, étaient venus à Chissay. Le premier, promenant un maintien résolu au milieu de l'agitation, invoquait l'exemple de Clemenceau, dont il avait été, dans les grands moments de 1917 et 1918, le collaborateur direct et intime au gouvernement. Le second, affable et disert, exprimait avec éloquence les émotions multiples dont il était traversé. L'un et l'autre se montraient favorables au président du Conseil, opposés à la capitulation, tout prêts à se transporter à Alger avec les pouvoirs publics. Il m'apparut, une fois de plus, que M. Paul Reynaud, quelles que fussent autour de lui les cabales de l'abandon, pouvait rester maître du jeu pourvu qu'il ne concédât rien.

J'étais à Beauvais au début de l'après-midi, quand M. de Margerie, Chef du cabinet diplomatique de M. Paul Reynaud, m'appela au téléphone. « Une conférence va s'ouvrir dans un instant, à la préfecture de Tours, entre le président du Conseil et M. W. Churchill qui vient d'arriver avec plusieurs de ses ministres. Je vous en préviens en hâte comme j'en suis moi-même prévenu. Bien que vous ne soyez pas convoqué, je suggère que vous y veniez. Baudouin est à l'œuvre et mon

impression n'est pas bonne. » Telle fut la communication de M. de Margerie.

Je roulai vers Tours, sentant bien tout ce qu'il y avait d'inquiétant dans cette réunion inopinée, dont le président du Conseil, auprès de qui je venais de passer plusieurs heures, n'avait pas cru devoir me parler. La cour et les couloirs de la préfecture étaient remplis d'une foule de parlementaires, fonctionnaires, journalistes, accourus aux nouvelles et qui formaient comme le chœur tumultueux d'une tragédie près de son terme. J'entrai dans le bureau où se trouvait M. Paul Reynaud encadré par Baudouin et Margerie. La conférence était suspendue. Mais M. Churchill et ses collègues revenaient tout justement. Margerie m'indiqua rapidement que les ministres britanniques, s'étant concertés dans le parc, allaient donner leur réponse à cette question posée par les Français : « Malgré l'accord du 28 mars 1940, qui exclut toute suspension d'armes séparée, l'Angleterre accepterait-elle que la France demandât à l'ennemi quelles seraient, pour elle-même, les conditions d'un armistice ? »

M. Churchill s'assit. Lord Halifax, lord Beaverbrook, sir Alexander Cadogan prirent place, ainsi que le général Spears qui les accompagnait. Il y eut un moment de silence écrasant. Le Premier Ministre prit la parole en français. D'un ton égal et triste, dodelinant de la tête, cigare à la bouche, il commença par exprimer sa commisération, celle de son gouvernement, celle de son peuple, quant au sort de la nation française. « Nous voyons bien, dit-il, où en est la France. Nous comprenons que vous vous sentiez acculés. Notre amitié pour vous reste intacte. Dans tous les cas, soyez sûrs que l'Angleterre ne se retirera pas de la lutte. Nous nous battons jusqu'au bout, n'importe comment, n'importe où, même si vous nous laissez seuls. »

Abordant la perspective d'un armistice entre Français et Allemands, dont je pensais qu'elle le ferait bondir, il exprima, au contraire, une compréhension apitoyée. Mais soudain, passant au sujet de la flotte, il se montra très précis et très rigoureux. De toute évidence, le gouvernement anglais redoutait à tel point de voir livrer aux Allemands la flotte française qu'il inclinait, tandis qu'il en était temps encore, à marchander son renoncement à l'accord du 28 mars contre des garanties quant au sort de nos navires. Telle fut, en fait, la conclusion qui se dégagait de cette affreuse conférence. M. Churchill, avant de quitter la salle, demanda en outre, avec insistance, que si la France cessait le combat elle remît auparavant à l'Angleterre les 400 aviateurs allemands qui étaient prisonniers. Cela lui fut aussitôt promis.

Conduits par M. Paul Reynaud, les Britanniques passèrent alors dans la pièce voisine, où se trouvaient les présidents des Assemblées, ainsi que plusieurs ministres. Là, le ton fut très différent. MM. Jeanneney, Herriot, Louis Marin, notamment, ne parlèrent que de continuer la guerre. J'allai à M. Paul Reynaud et lui demandai, non sans vivacité : « Est-il possible que vous conceviez que la France demande l'armistice ? — Certes, non ! me dit-il. Mais il faut impressionner les Anglais pour obtenir d'eux un concours plus étendu. » Je ne pouvais, évidemment, tenir cette réponse pour valable. Après qu'on se fut séparé, au milieu du brouhaha, dans la cour de la préfecture, je rentrai atterré à Beauvais, tandis que le président du Conseil télégraphiait au président Roosevelt pour l'adjurer d'intervenir, faisant comprendre que, sans cela, tout était pour nous bien perdu. Dans la soirée, M. Paul Reynaud déclarait à la radio : « S'il faut un miracle pour sauver la France, je crois au miracle. »

Il me paraissait acquis que tout serait bientôt consommé. De même qu'une place assiégée est bien près de la reddition dès lors que le gouverneur en parle, ainsi la France courait à l'armistice, puisque le chef de son gouvernement l'envisageait officiellement. Ma présence dans le Cabinet, si secondaire qu'y fût ma place, allait devenir une impossibilité. Cependant, au moment même où, au cours de la nuit, j'allais envoyer ma lettre de démission, Georges Mandel, averti par mon chef de cabinet, Jean Laurent, me fit demander d'aller le voir.

André Diethelm m'introduisit auprès du ministre de l'Intérieur. Mandel me parla sur un ton de gravité et de résolution dont je fus impressionné. Il était, tout autant que moi, convaincu que l'indépendance et l'honneur de la France ne pouvaient être sauvegardés qu'en continuant la guerre. Mais c'est à cause de cette nécessité nationale qu'il me recommanda de rester encore au poste où je me trouvais. « Qui sait, dit-il, si finalement nous n'obtiendrons pas que le gouvernement aille, tout de même, à Alger ? » Il me raconta ce qui, après le départ des Anglais, s'était passé au Conseil des ministres où, disait-il, la fermeté avait prévalu en dépit de la scène que Weygand était venu y faire. Il m'annonça que, dans l'instant, les premiers éléments allemands entraient à Paris. Puis, évoquant l'avenir, il ajouta : « De toute façon, nous ne sommes qu'au début de la guerre mondiale. Vous aurez de grands devoirs à remplir, Général ! Mais avec l'avantage d'être, au milieu de nous tous, un homme intact. Ne pensez qu'à ce qui doit être fait pour la France et songez que, le cas échéant, votre fonction actuelle pourra vous faciliter les choses. » Je dois dire que cet argument me convainquit d'at-

tendre avant de me démettre. C'est à cela qu'a peut-être tenu, physiquement parlant, ce que j'ai pu faire par la suite.

Le 14 juin : repli du gouvernement ! Je fis mes adieux à mes hôtes Le Provost de Launay. Ils ne partiraient pas, eux, et entourés de tout ce qui n'était, parmi les leurs, ni mobilisé ni mobilisable, attendraient dans leur maison les combats de la retraite, puis l'arrivée de l'envahisseur. Vers la fin de l'après-midi, après un sombre voyage sur la route encombrée par des convois de réfugiés, j'atteignis Bordeaux et me fis conduire au siège de la région militaire où était prévue la résidence de M. Paul Reynaud. Le député-maire de la ville, M. Marquet, était là et me donna la primeur des propos décourageants qu'il s'appropriait à tenir au président du Conseil.

Celui-ci étant arrivé, je lui dis : « Depuis trois jours, je mesure avec quelle vitesse nous roulons vers la capitulation. Je vous ai donné mon modeste concours, mais c'était pour faire la guerre. Je me refuse à me soumettre à un armistice. Si vous restez ici, vous allez être submergé par la défaite. Il faut gagner Alger au plus vite. Y êtes-vous, oui ou non, décidé ? — Oui ! », répondit M. Paul Reynaud. « Dans ce cas, repris-je, je dois aller moi-même tout de suite à Londres pour arranger le concours des Anglais à nos transports. J'irai demain. Où vous retrouverai-je ? » Et le président du Conseil : « Vous me retrouverez à Alger. »

Il fut convenu que je partirais dans la nuit et passerais, d'abord, en Bretagne pour voir ce qu'on pouvait y faire embarquer. M. Paul Reynaud me demanda, enfin, de convoquer Darlan auprès de lui pour le lendemain matin. Il voulait, me dit-il, lui parler de la flotte.

Darlan était en route pour gagner La Guéritoulde. Dans la soirée, je l'eus au bout du fil et lui fixai le rendez-vous. Une voix mauvaise me répondit : « Aller à Bordeaux, demain ? Je ne sais ce que peut bien y faire le président du Conseil. Mais je commande, moi, et n'ai pas de temps à perdre. » Finalement, il obtempéra. Cependant, le ton pris par Darlan découvrait de tristes perspectives. Quelques minutes après, je mesurais l'évolution de certains esprits au cours d'une brève conversation avec Jean Ybarnegaray, ministre d'État, qui s'était montré, jusque-là, partisan de la lutte à outrance. Il vint à moi à l'hôtel Splendide où je dînais à la hâte en compagnie de Geoffroy de Courcel. « Pour moi, dit-il, ancien combattant, rien ne compte que d'obéir à mes chefs : Pétain et Weygand ! — Peut-être verrez-vous un jour, répondis-je, que, pour un ministre, le salut de l'État doit l'emporter sur tous les sentiments. » Au maréchal Pétain, qui dînait dans la même salle,

j'allai en silence adresser mon salut. Il me serra la main, sans un mot. Je ne devais plus le revoir, jamais.

Quel courant l'entraînait et vers quelle fatale destinée ! Toute la carrière de cet homme d'exception avait été un long effort de refoulement. Trop fier pour l'intrigue, trop fort pour la médiocrité, trop ambitieux pour être arriviste, il nourrissait en sa solitude une passion de dominer, longuement durcie par la conscience de sa propre valeur, les traverses rencontrées, le mépris qu'il avait des autres. La gloire militaire lui avait, jadis, prodigué ses caresses amères. Mais elle ne l'avait pas comblé, faute de l'avoir aimé seul. Et voici que, tout à coup, dans l'extrême hiver de sa vie, les événements offraient à ses dons et à son orgueil l'occasion – tant attendue ! – de s'épanouir sans limites ; à une condition, toutefois, c'est qu'il acceptât le désastre comme pavois de son élévation et le décorât de sa gloire.

Il faut dire que, de toute manière, le Maréchal tenait la partie pour perdue. Ce vieux soldat, qui avait revêtu le harnois au lendemain de 1870, était porté à ne considérer la lutte que comme une nouvelle guerre franco-allemande. Vaincus dans la première, nous avions gagné la deuxième, celle de 1914-1918, avec des alliés sans doute, mais qui jouaient un rôle secondaire. Nous perdions maintenant la troisième. C'était cruel, mais régulier. Après Sedan et la chute de Paris, il n'était que d'en finir, traiter et, le cas échéant, écraser la Commune, comme, dans les mêmes circonstances, Thiers l'avait fait jadis. Au jugement du vieux maréchal, le caractère mondial du conflit, les possibilités des territoires d'outre-mer, les conséquences idéologiques de la victoire d'Hitler n'entraient guère en ligne de compte. Ce n'étaient point là des choses qu'il eût l'habitude de considérer.

Malgré tout, je suis convaincu qu'en d'autres temps le maréchal Pétain n'aurait pas consenti à revêtir la pourpre dans l'abandon national. Je suis sûr, en tout cas, qu'aussi longtemps qu'il fut lui-même, il eût repris la route de la guerre dès qu'il put voir qu'il s'était trompé, que la victoire demeurerait possible, que la France y aurait sa part. Mais, hélas ! Les années, par-dessous l'enveloppe, avaient rongé son caractère. L'âge le livrait aux manœuvres de gens habiles à se couvrir de sa majestueuse lassitude. La vieillesse est un naufrage. Pour que rien ne nous fût épargné, la vieillesse du maréchal Pétain allait s'identifier avec le naufrage de la France.

C'est à cela que je pensais en roulant dans la nuit vers la Bretagne. En même temps, je fortifiais ma résolution de continuer la guerre, où que cela pût me conduire. Arrivé à Rennes le matin du 15 juin, j'y vis le général René Altmayer, qui

commandait les éléments divers engagés à l'est de la Mayenne, le général Guitry, commandant la Région militaire, et le préfet d'Ille-et-Vilaine. Tous trois faisaient de leur mieux dans leurs domaines respectifs. Je m'efforçai d'organiser la coordination de leurs efforts et de leurs moyens pour la défense du terrain. Puis, je gagnai Brest, en doublant des convois anglais qui allaient s'y réembarquer. À la préfecture maritime, j'étudiai avec l'amiral Traub et l'« Amiral-Ouest » de Laborde les possibilités et les besoins de la marine quant à l'embarquement des troupes dans les ports de Bretagne. L'après-midi, je montai à bord du contre-torpilleur *Milan* qui devait m'amener à Plymouth, en compagnie d'une mission de chimistes conduite par le général Lemoine et que M. Raoul Dautry, ministre de l'Armement, envoyait mettre « l'eau lourde » à l'abri en Angleterre. En quittant la rade de Brest, le *Richelieu* me rendit les honneurs, paré à gagner Dakar. De Plymouth, je me rendis à Londres, où j'arrivai le 16 au lever du jour.

Quelques minutes après, dans la chambre de l'hôtel Hyde Park, où je faisais ma toilette, entrèrent MM. Corbin et Monnet. L'ambassadeur m'annonça, d'abord, que les divers rendez-vous que je devais avoir avec les Anglais pour traiter l'affaire des transports étaient arrangés pour la matinée. Il était, en outre, entendu que, à moins d'une demande d'armistice de la France à l'Allemagne, M. Churchill rencontrerait M. Paul Reynaud, à Concarneau, le lendemain matin, pour prescrire en commun l'exécution des embarquements. Puis, mes interlocuteurs passèrent à un autre sujet.

« Nous savons, dirent-ils, qu'à Bordeaux l'esprit d'abandon progresse rapidement. D'ailleurs, pendant que vous étiez en route pour venir ici, le gouvernement français a confirmé par télégramme la demande faite oralement, le 13, à M. W. Churchill par M. Paul Reynaud et tendant à obtenir que la France fût dégagée de l'accord du 28 mars. Nous n'avons pas encore connaissance de la réponse que feront les Anglais et qu'ils doivent adresser ce matin. Mais nous pensons qu'ils vont accepter, moyennant des garanties concernant la flotte. On approche donc des derniers moments. D'autant que le Conseil des ministres doit se réunir à Bordeaux dans la journée et que, suivant toute vraisemblance, ce Conseil sera décisif. »

« Il nous a semblé, ajoutaient MM. Corbin et Monnet, qu'une sorte de coup de théâtre, jetant dans la situation un élément tout nouveau, serait de nature à changer l'état des esprits et, en tout cas, à renforcer M. Paul Reynaud dans son intention de prendre le chemin d'Alger. Nous avons donc préparé

avec sir Robert Vansittart, secrétaire permanent du Foreign Office, un projet qui semble saisissant. Il s'agirait d'une proposition d'union de la France et de l'Angleterre qui serait solennellement adressée par le gouvernement de Londres à celui de Bordeaux. Les deux pays décideraient la fusion de leurs pouvoirs publics, la mise en commun de leurs ressources et de leurs pertes, bref la liaison complète entre leurs destins respectifs. Devant une pareille démarche, faite dans de pareilles circonstances, il est possible que nos ministres veuillent prendre du champ et, tout au moins, différer l'abandon. Mais encore faudrait-il que notre projet fût adopté par le gouvernement britannique. Vous seul pouvez obtenir cela de M. Churchill. Il est prévu que vous déjeunerez tout à l'heure avec lui. Ce sera l'occasion suprême, si toutefois, vous approuvez l'idée. »

J'examinai le texte qui m'était apporté. Il m'apparut aussitôt que ce qu'il avait de grandiose excluait, de toute manière, une réalisation rapide. Il sautait aux yeux qu'on ne pouvait, en vertu d'un échange de notes, fondre ensemble, même en principe, l'Angleterre et la France, avec leurs institutions, leurs intérêts, leurs empires, à supposer que ce fût souhaitable. Les points mêmes qui, dans le projet, seraient susceptibles d'être réglés d'une manière pratique – comme, par exemple, la mise en commun des dommages – exigeraient des négociations complexes. Mais, dans l'offre que le gouvernement britannique adressait au nôtre, il y aurait une manifestation de solidarité qui pourrait revêtir une réelle signification. Surtout, je pensai, comme MM. Corbin et Monnet, que le projet était de nature à apporter à M. Paul Reynaud, dans la crise ultime où il était plongé, un élément de réconfort et, vis-à-vis de ses ministres, un argument de ténacité. J'accepterai donc de m'employer auprès de M. Churchill pour le lui faire prendre à son compte.

La matinée fut chargée. Je commençai par régler la destination du *Pasteur*, qui transportait un millier de canons de 75, des milliers de mitrailleuses et des lots de munitions venant des États-Unis. Sur le rapport de notre mission militaire, le navire, qui était en mer, fut dérouté par mon ordre de Bordeaux, où il allait, vers un port de Grande-Bretagne. Étant donné la tournure des événements, il fallait empêcher que ce chargement, alors inestimable, tombât aux mains de l'ennemi. En fait, les canons et les mitrailleuses apportés par le *Pasteur* contribuèrent à réarmer les Britanniques qui avaient perdu, à Dunkerque, presque tout leur matériel.

Quant à l'affaire des transports, je trouvai chez les Anglais un sincère empressement à renforcer nos moyens pour l'em-

barquement de nos éléments et la protection des convois ; la machinerie de l'exécution étant montée par l'Amirauté en liaison avec notre mission navale que commandait l'amiral Odend'hal. Mais il était évident qu'à Londres on ne croyait guère à un sursaut de la France officielle. Les contacts que je pris me laissèrent voir que les mesures prévues par nos alliés, dans les divers domaines, l'étaient en fonction de notre renonciation imminente à la lutte. Par-dessus tout, le sort de notre marine hantait, littéralement, les esprits. Pendant ces heures dramatiques, chaque Français sentait peser sur lui l'interrogation muette ou exprimée de tous les Anglais rencontrés : « Que va-t-il advenir de votre flotte ? »

Le Premier Ministre britannique avait, lui aussi, cela en tête quand je vins, avec MM. Corbin et Monnet, déjeuner au Carlton Club en sa compagnie. « Quoi qu'il arrive, lui dis-je, la flotte française ne sera pas volontairement livrée. Pétain lui-même n'y consentirait pas. D'ailleurs, la flotte, c'est le fief de Darlan. Un féodal ne livre pas son fief. Mais pour qu'on puisse être sûr que l'ennemi ne mettra jamais la main sur nos navires, il faudrait que nous restions en guerre. Or, je dois vous déclarer que votre attitude à Tours m'a fâcheusement surpris. Vous y avez paru faire bon marché de notre alliance. Votre résignation sert les gens qui, chez nous, inclinent à la capitulation. “Vous voyez bien que nous y sommes forcés, disent-ils. Les Anglais eux-mêmes nous donnent leur consentement.” Non ! C'est tout autre chose que vous avez à faire pour nous encourager dans la crise effroyable où nous sommes. »

M. Churchill parut ébranlé. Il conféra un moment avec le major Morton, son chef de cabinet. Je supposai qu'il prenait, *in extremis*, les dispositions nécessaires pour faire modifier une décision déjà arrêtée. Peut-être fut-ce là la cause du fait qu'une demi-heure plus tard, à Bordeaux, l'ambassadeur d'Angleterre venait retirer des mains de M. Paul Reynaud la note qu'il lui avait d'abord apportée et par laquelle le gouvernement britannique consentait, en principe, à ce que la France demandât à l'Allemagne les conditions d'un éventuel armistice.

J'entretins alors M. Churchill du projet d'union des deux peuples. « Lord Halifax m'en a parlé, me dit-il. Mais c'est un énorme morceau. — Oui ! répondis-je. Aussi la réalisation impliquerait-elle beaucoup de temps. Mais la manifestation peut être immédiate. Au point où en sont les choses, rien ne doit être négligé par vous de ce qui peut soutenir la France et maintenir notre alliance. » Après quelque discussion, le Premier Ministre se rangea à mon avis. Il convoqua, sur-le-

champ, le Cabinet britannique et se rendit à Downing Street pour en présider la réunion. Je l'y accompagnai et, tandis que les ministres délibéraient, me tins, avec l'ambassadeur de France, dans un bureau attenant à la salle du Conseil. Entre-temps, j'avais téléphoné à M. Paul Reynaud pour l'avertir que j'espérais lui adresser, avant la fin de l'après-midi et d'accord avec le gouvernement anglais, une très importante communication. Il me répondit qu'en conséquence il remettait à 17 heures la réunion du Conseil des ministres. « Mais, ajouta-t-il, je ne pourrai différer davantage. »

La séance du Cabinet britannique dura deux heures, pendant lesquelles sortaient, de temps en temps, l'un ou l'autre des ministres pour préciser quelque point avec nous, Français. Soudain, tous entrèrent, M. Churchill à leur tête. « Nous sommes d'accord ! », s'exclamaient-ils. En effet, sauf détails, le texte qu'ils apportaient était celui-là même que nous leur avions proposé. J'appelai aussitôt par téléphone M. Paul Reynaud et lui dictai le document. « C'est très important ! dit le président du Conseil. Je vais utiliser cela à la séance de tout à l'heure. » En quelques mots, je lui adressai tout ce que je pus d'encouragement. M. Churchill prit l'appareil : « Allô ! Reynaud ! De Gaulle a raison ! Notre proposition peut avoir de grandes conséquences. Il faut tenir ! » Puis, après avoir écouté la réponse qui lui était faite : « Alors, à demain ! À Concarneau. »

Je pris congé du Premier Ministre. Il me prêtait un avion pour rentrer tout de suite à Bordeaux. Nous convînmes que l'appareil resterait à ma disposition en prévision d'événements qui m'amèneraient à revenir. M. Churchill lui-même devait aller prendre le train pour embarquer sur un destroyer afin de gagner Concarneau. À 21 h 30, j'atterrissais à Bordeaux. Le colonel Humbert et Auburtin, de mon cabinet, m'attendaient à l'aérodrome. Ils m'apprenaient que le président du Conseil avait donné sa démission et que le président Lebrun avait chargé le maréchal Pétain de former le gouvernement. C'était la capitulation certaine. Ma décision fut prise aussitôt. Je partirais dès le matin.

J'allai voir M. Paul Reynaud. Je le trouvai sans illusion sur ce que devait entraîner l'avènement du Maréchal et, d'autre part, comme soulagé d'un fardeau insupportable. Il me donna l'impression d'un homme arrivé à la limite de l'espérance. Ceux-là seuls qui en furent témoins peuvent mesurer ce qu'a représenté l'épreuve du pouvoir pendant cette période terrible. À longueur des jours sans répit et des nuits sans sommeil, le président du Conseil sentait peser sur sa personne la responsabilité entière du sort de la France. Car, toujours, le

chef est seul en face du mauvais destin. C'est lui qu'atteignaient tout droit les péripéties qui marquèrent les étapes de notre chute : percée allemande à Sedan, désastre de Dunkerque, abandon de Paris, effondrement à Bordeaux. Pourtant, il n'avait pris la tête du gouvernement qu'à la veille même de nos malheurs, sans nul délai pour y faire face et après avoir, depuis longtemps, proposé la politique militaire qui aurait pu les éviter. La tourmente, il l'affronta avec une solidité d'âme qui ne se démentit pas. Jamais, pendant ces journées dramatiques, M. Paul Reynaud n'a cessé d'être maître de lui. Jamais on ne le vit s'emporter, s'indigner, se plaindre. C'était un spectacle tragique qu'offrait cette grande valeur, injustement broyée par des événements excessifs.

Au fond, la personnalité de M. Paul Reynaud répondait à des conditions où il eût été possible de conduire la guerre dans un certain ordre de l'État et sur la base de données traditionnellement acquises. Mais tout était balayé ! Le chef du gouvernement voyait autour de lui s'effondrer le régime, s'enfuir le peuple, se retirer les alliés, défaillir les chefs les plus illustres. À partir du jour où le gouvernement avait quitté la capitale, l'exercice même du pouvoir n'était plus qu'une sorte d'agonie, déroulée le long des routes, dans la dislocation des services, des disciplines et des consciences. Dans de telles conditions, l'intelligence de M. Paul Reynaud, son courage, l'autorité de sa fonction se déployaient pour ainsi dire à vide. Il n'avait plus de prise sur les événements déchaînés.

Pour ressaisir les rênes, il eût fallu s'arracher au tourbillon, passer en Afrique, tout reprendre à partir de là. M. Paul Reynaud le voyait. Mais cela impliquait des mesures extrêmes : changer le Haut-commandement, renvoyer le Maréchal et la moitié des ministres, briser avec certaines influences, se résigner à l'occupation totale de la métropole, bref, dans une situation sans précédent, sortir à tous risques du cadre et du processus ordinaires.

M. Paul Reynaud ne crut pas devoir prendre sur lui des décisions aussi exorbitantes de la normale et du calcul. Il essaya d'atteindre le but en manœuvrant. De là, en particulier, le fait qu'il envisagea un examen éventuel des conditions de l'ennemi, pourvu que l'Angleterre donnât son consentement. Sans doute, jugeait-il que ceux-là mêmes qui poussaient à l'armistice reculeraient quand ils en connaîtraient les conditions et qu'alors s'opérerait le regroupement de toutes les valeurs pour la guerre et le salut. Mais le drame était trop rude pour que l'on pût composer. Faire la guerre sans ménager rien ou se rendre tout de suite, il n'y avait d'alternative qu'entre ces deux extrémités. Faute, pour M. Paul Reynaud, de s'être

tout à fait identifié à la première, il céda la place à Pétain qui adoptait complètement la seconde.

Il faut dire qu'au moment suprême le régime n'offrait aucun recours au chef du dernier gouvernement de la III^e République. Assurément, beaucoup des hommes en place répugnaient à la capitulation. Mais les pouvoirs publics, foudroyés par le désastre dont ils se sentaient responsables, ne réagissaient aucunement. Tandis qu'était posé le problème, dont dépendaient pour la France tout le présent et tout l'avenir, le Parlement ne siégeait pas, le gouvernement se montrait hors d'état de prendre en corps une solution tranchée, le président de la République s'abstenait d'élever la voix, même au sein du Conseil des ministres, pour exprimer l'intérêt supérieur du pays. En définitive, cet anéantissement de l'État était au fond du drame national. À la lueur de la foudre, le régime paraissait, dans son affreuse infirmité, sans nulle mesure et sans nul rapport avec la défense, l'honneur, l'indépendance de la France.

Tard dans la soirée, je me rendis à l'hôtel où résidait sir Ronald Campbell, ambassadeur d'Angleterre, et lui fis part de mon intention de partir pour Londres. Le général Spears, qui vint se mêler à la conversation, déclara qu'il m'accompagnerait. J'envoyai prévenir M. Paul Reynaud. Celui-ci me fit remettre, sur les fonds secrets, une somme de 100 000 francs. Je priai M. de Margerie d'envoyer sans délai à ma femme et à mes enfants, qui se trouvaient à Carantec, les passeports nécessaires pour gagner l'Angleterre, ce qu'ils purent tout juste faire par le dernier bateau quittant Brest. Le 17 juin à 9 heures du matin, je m'envolai, avec le général Spears et le lieutenant de Courcel sur l'avion britannique qui m'avait transporté la veille. Le départ eut lieu sans romantisme et sans difficulté.

Nous survolâmes La Rochelle et Rochefort. Dans ces ports brûlaient des navires incendiés par les avions allemands. Nous passâmes au-dessus de Paimpont, où se trouvait ma mère, très malade. La forêt était toute fumante des dépôts de munitions qui s'y consumaient. Après un arrêt à Jersey, nous arrivâmes à Londres au début de l'après-midi. Tandis que je prenais logis et que Courcel, téléphonant à l'ambassade et aux missions, les trouvait déjà réticentes, je m'apparaissais à moi-même, seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nage.